

Repères – Events & books

Ouvrages en débat

NSS se veut un lieu de débat interdisciplinaire. Nous en avons, une fois encore, une illustration, à travers l'échange ci-après entre Jean-Baptiste Fressoz et Antonin Pottier. Ce débat trouve son origine dans la recension¹, parue en 2024 dans NSS, de *Sans transition. Une nouvelle histoire de l'énergie*, l'ouvrage du premier, par le second. J.-B. Fressoz a souhaité répondre aux critiques qui figuraient dans ce compte rendu de lecture, ce qui a amené A. Pottier à faire de même. Les lecteurs intéressés par les développements ultérieurs de ce débat pourront se reporter aux textes déposés sur HAL par les deux auteurs, sous la forme, pour l'heure, d'une version longue du texte de A. Pottier² et d'une nouvelle réponse de J.-B. Fressoz³.

Sans transition. Une nouvelle histoire de l'énergie

Jean-Baptiste Fressoz
Seuil, 2024, 407 p.

Réponse de Jean-Baptiste Fressoz au compte rendu, par Antonin Pottier, de *Sans transition. Une nouvelle histoire de l'énergie* – Comment la « transition énergétique » a réchauffé la planète. L'exemple du débat sur les carburants synthétiques aux États-Unis, 1979-1982

Je suis ravi qu'Antonin Pottier, économiste et spécialiste du climat, trouve pertinente et originale la notion de « symbiose énergétique ». Celle-ci dépasse l'idée, statistiquement triviale, selon laquelle, à l'échelle mondiale et jusqu'à aujourd'hui, les énergies se sont ajoutées les unes aux autres. Entre 1800 et 2025, l'histoire globale de l'énergie n'est ni celle de transitions, ni celle de simples superpositions, mais celle d'une expansion symbiotique, où chaque énergie et matière première ont stimulé et soutenu les autres. Au XIX^e et XX^e siècles, les énergies tirées de la biomasse, du vent ou de l'eau ont prospéré grâce au charbon et au pétrole. La vapeur, produite avec du charbon, a engendré une demande accrue de bois (pour les étais de mine, les traverses ferroviaires, les emballages, entre autres choses). Aujourd'hui, les énergies renouvelables sont elles aussi dépendantes des matières fossiles, tant pour leur production (silicium, acier, béton...)

que pour leur usage (les véhicules électriques, par exemple). Il arrive même que ces renouvelables, à l'instar de l'électricité éolienne au Texas, soient employées à extraire du pétrole. À l'effet rebond bien connu, s'ajoute donc un effet symbiotique, issu des interdépendances matérielles entre technologies. Pour le moment, à l'échelle mondiale, les effets rebonds et symbiotiques ont dépassé les effets de substitution

Mais l'intérêt de M. Pottier s'arrête au seuil du douzième et dernier chapitre, celui qui traite de la période la plus récente. L'histoire des sciences et des techniques offre, en effet, un miroir sans complaisance à l'expertise économique sur la décarbonation. La critique de M. Pottier porte sur l'effet scientifique et politique de la notion de « transition énergétique ». Elle repose sur trois arguments :

(i) Premièrement, cette notion serait généralement absente dans les années 1970-1990, au moment où se constitue l'expertise économique sur le réchauffement climatique. Selon M. Pottier, « c'est en fait à notre époque que [je] pense ».

(ii) Deuxièmement, quand elle est mobilisée, la notion de transition énergétique n'a pas eu la fonction que je lui attribue, à savoir un rôle de légitimation théorique de la procrastination, permettant de repousser, dans un futur plus lointain et plus technologique, les efforts de réduction des émissions de CO₂.

(iii) Troisièmement, pour appuyer ce point, M. Pottier critique mon interprétation du débat américain de 1979 sur les carburants synthétiques (*synfuels*), une technologie particulièrement émettrice. On pourrait croire que cet épisode, méconnu des historiens⁴ est anecdotique puisque

¹ Voir Pottier A., 2024. Compte rendu de *Sans transition. Une nouvelle histoire de l'énergie* (Jean-Baptiste Fressoz, Seuil, 2024), *Natures Sciences Sociétés*, 32, 4, 516-519, www.nss-journal.org/fr/articles/nss/full_html/2024/04/nss250019/nss250019.html#S5.

² <https://hal.science/hal-05357774>.

³ <https://hal.science/hal-05396740>.

⁴ Dans *Perdre la terre. Une histoire de notre temps* (Paris, Le Seuil, 2019) pourtant bien documenté, Nathaniel Rich n'y fait pas référence. Mon livre propose une interprétation différente de la période 1970-1990 : à aucun moment l'élite politique américaine n'a envisagé de lutter contre le réchauffement. L'environnementalisme de George Bush père pendant la campagne présidentielle de 1988 était simplement tactique.

les carburants synthétiques ont finalement été abandonnés au début des années 1980. Il s'agit en réalité d'un moment clé : la question du réchauffement fait alors ses premiers pas sur la scène médiatique et politique américaine. Or, au moment précis où l'alerte climatique commence à être audible, ses principaux promoteurs, Roger Revelle en particulier, pionnier de l'étude du réchauffement, utilise la notion de transition énergétique pour justifier les carburants synthétiques. M. Pottier estime que je surinterprète les déclarations de Revelle, qui ne ferait que répondre « avec prudence » aux questions des sénateurs.

Prenons chacun des arguments d'Antonin Pottier dans l'ordre. Premièrement, *Sans transition* est bien un ouvrage d'histoire. Que M. Pottier trouve des similitudes entre l'usage dilatoire de la transition que je documente pour les années 1970 et ses divers usages contemporains est tout à fait intéressant. Sur le fond de la critique, les deux derniers chapitres comportent de nombreux exemples d'articles, de rapports et de conférences mobilisant l'idée de transition énergétique, d'abord dans le cadre de la futurologie atomique, puis dans le cadre de la crise énergétique (à la fin des années 1970) et enfin dans le cadre du réchauffement climatique (fin des années 1970-début des années 1980). Mon livre explique comment une utopie atomique et néomalthusienne imaginée comme solution à un épuisement lointain et progressif des fossiles a été indûment transposée à la question de la crise climatique. Je montre que des économistes de l'énergie, souvent promoteurs du surgénérateur nucléaire, ont plaqué sur le réchauffement des raisonnements popularisés pendant la crise énergétique. Des modèles économiques portant sur la raréfaction des ressources ont été réutilisés pour réfléchir au réchauffement, à savoir un problème inverse, lié à la surabondance d'énergies fossiles par rapport aux objectifs climatiques (à l'époque, il s'agissait en général de ne pas dépasser le doublement du CO₂ dans l'atmosphère, à savoir un taux de 600 ppm). On pourra noter que la « taxe carbone », l'outil central de régulation, promue avec constance par les économistes du climat, est l'héritière directe de l'histoire que je raconte : sa fonction est précisément de simuler l'effet d'une raréfaction des fossiles dans l'économie afin de modifier progressivement le comportement des consommateurs et des entrepreneurs.

Venons-en maintenant à la deuxième critique de M. Pottier, portant sur l'effet politique de la notion de transition énergétique. Mon livre fournit de nombreux exemples de scientifiques qui, tout en reconnaissant la gravité du réchauffement, atténuent leur alerte par l'invocation d'une transition à venir. En 1978, John Laurmann, de l'Université de Stanford, explique que le changement climatique aurait des conséquences économiques sérieuses en 2038 et deviendrait une catastrophe globale en 2078... mais il lui semblait que ce délai était suffisant pour « qu'une transition douce vers

une autre source d'énergie » ait lieu. Avec, pour preuve, l'idée fautive selon laquelle les précédentes transitions énergétiques auraient pris 50 ans⁵. Cette légèreté scientifique se retrouve dans la déclaration finale de la première conférence internationale sur le climat qui se tient à Genève en 1979. Le réchauffement pourrait devenir grave au milieu du XXI^e siècle mais, peut-on lire, « cette échelle de temps est suffisante pour réorienter, si nécessaire, la manière dont opèrent l'économie mondiale, l'agriculture et la production énergétique⁶ ». En 1985, la conférence de Villach (Autriche), importante car elle préfigure la création du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), reprend cet argument dilatoire de la transition. Le rapport final définissait trois niveaux d'alertes : vert, jaune et rouge. En 1985, le voyant était encore au vert et rien ne presse. Même au stade « jaune », les experts estiment qu'il y aurait encore du temps pour agir car « de nombreux instruments sont à disposition des gouvernements pour stimuler une transition douce⁷ ». Le grand intérêt politique de la transition énergétique est qu'elle reporte la résolution du problème climatique au futur, en la confiant à des technologies souvent hypothétiques. Cinquante ans plus tard, l'historien peut facilement mesurer l'écart entre les perspectives des années 1970-1980 et la réalité qui s'est imposée. Mon livre montre aussi que les invocations de « transition énergétique » ne sont guère prises au sérieux par les experts des années 1980 : la nature illusoire d'une décarbonation de l'économie mondiale en quelques décennies apparaît clairement dans les modèles énergétiques globaux qui sont élaborés à cette époque.

Cela m'amène au troisième point soulevé par M. Pottier, à savoir mon interprétation du débat sur les carburants synthétiques qui se tient au Sénat en 1979. Rappelons quelques éléments de chronologie. À l'été 1979, dans le sillage de la révolution iranienne, le prix de l'essence aux États-Unis augmente subitement. En juillet, le président Carter annonce la création d'une « Synthetic Fuel Corporation ». Son but : transformer le charbon, très abondant en Amérique, en carburant liquide afin de réduire la dépendance stratégique vis-à-vis de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

⁵ Laurmann J.A., 1978. Fossil fuel utilization policy assessment and CO₂ induced climate change, in Williams J. (Ed.), *Carbon dioxide, climate, and society*, Oxford/New York, Pergamon Press, p. 253.

⁶ Organisation météorologique mondiale, 1979. *World climate conference. A conference of experts on climate and mankind*, Genève, Organisation météorologique mondiale, p. 4.

⁷ World Meteorological Association (WMO), 1986. *Report of the international conference on the assessment of the role of carbon dioxide and of other greenhouse gases in climate variations and associated impacts*, 9-15 octobre 1985, Villach (Austria), Geneva, WMO, p. 44.

Le budget consacré au projet est pharaonique : 88 milliards de dollars (soit 530 milliards actuels). Carter vante l'énormité de l'investissement, « supérieur aux budgets réunis du programme autoroutier interétatique, du plan Marshall et du programme spatial⁸ ». Cette annonce spectaculaire déclenche une vaste controverse dans la presse, des auditions et un symposium au Sénat.

La première opposition aux *synfuels* est économique : l'industrie du pétrole synthétique nécessite d'énormes investissements et quantités de charbon. Selon des calculs, même après le choc pétrolier de 1979, le pétrole importé reviendrait toujours moins cher que les futurs carburants synthétiques américains. L'argument est repris par les Républicains qui rejettent cette gabegie. La deuxième opposition est environnementale : pollution de l'eau et de l'air par des émissions de benzène, de phénol, d'oxydes d'azote, de cadmium, de plomb, etc. De 1979 à 1981, le *New York Times* publie plusieurs dizaines d'articles à ce sujet. Les environnementalistes semblent unanimes. Friends of the Earth, le Sierra Club, Barry Commoner, Amory Lovins ou Denis Hayes demandent à Carter de renoncer à son projet⁹. Ils sont soutenus par des instances d'expertise comme l'Institute for Public Information, la RAND Corporation et la Harvard Business School¹⁰. Au sein du parti démocrate, de nombreux élus rejettent ce qui paraît être une lubie présidentielle et menacent de faire défection pour le vote de sa loi de politique énergétique¹¹.

Le dernier argument mobilisé contre les *synfuels* est celui du réchauffement climatique. Le célèbre « rapport Charney », qui avait confirmé la réalité du phénomène, venait à peine d'être remis au président (en mai 1979)

⁸ Hershey Jr R.D., 1980. Blessing or boondoggle? The \$88 billion quest for synthetic fuels; Energy: blessing or boondoggle?, *New York Times*, 21 sept. 1980, <http://www.nytimes.com/1980/09/21/archives/blessing-or-boondoggle-the-88-billion-quest-for-synthetic-fuels.html>.

⁹ Environmentalists warn Carter on synthetic fuels, *New York Times*, 13 juillet 1979, www.nytimes.com/1979/07/13/archives/environmentalists-warn-carter-on-synthetic-fuels-expense-and.html.

¹⁰ Stobaugh R., Yergin D. (Eds), 1979. *Energy future: report of the energy project at the Harvard Business School*, New York, Random House.

¹¹ Rattner S., 1979. Synthetic-fuel plans are raising environment and cost questions, *New York Times*, 6 juillet, www.nytimes.com/1979/07/06/archives/synthetic-fuel-plans-are-raising-environment-and-cost-questions.html; Weaver Jr W, 1979. Senate panel seeks to cut Carter plan for synthetic fuels, *New York Times*, 2 août, <https://www.nytimes.com/1979/08/02/archives/senate-panel-seeks-to-cut-carter-plan-for-synthetic-fuel-19-billion.html>; Synthetic fuel plan is criticized, *New York Times*, 2 septembre 1979, www.nytimes.com/1979/09/02/archives/synthetic-fuel-plan-is-criticized.html.

que Carter annonçait la Synfuel Corporation (en juillet). Dans la foulée, le Council on Environmental Quality qui conseille la Maison-Blanche commande un second rapport sur le climat. Celui-ci confirme le phénomène de réchauffement et montre aussi qu'à quantité d'énergie similaire, les *synfuels* émettent 70 % plus de CO₂ que le pétrole¹². Il est temps, plaident les rapporteurs, que le climat soit pris en compte dans les politiques énergétiques. Le 26 juillet, le physicien Gordon Macdonald, un des coauteurs du rapport, publie un article sans appel dans le *Washington Post* : « The synfuels mistake »¹³.

C'est dans ce contexte que des sénateurs démocrates, opposés aux *synfuels*, organisent un symposium sur la liquéfaction du charbon et l'accumulation de CO₂ dans l'atmosphère. Lors des auditions, le sénateur du Connecticut, Abraham Ribicoff, explique avoir été alerté du problème climatique par Gordon MacDonald et par le Chancelier allemand. Le 30 juillet 1979, l'océanographe Roger Revelle, véritable précurseur de l'alerte climatique, qui suit ce sujet depuis les années 1950, est invité à répondre aux questions des sénateurs. Ribicoff souligne la dimension historique de l'audition : c'est la première fois, insiste-t-il, que l'on demande à des climatologues de donner leur avis sur une question de politique énergétique¹⁴. Selon moi, les dépositions de Revelle illustrent la force de procrastination que porte en elle la notion de « transition énergétique ». M. Pottier estime au contraire que Revelle répond de manière « prudente et pondérée [...] comme le font les scientifiques ».

Que dit Revelle ? Il soutient le programme *synfuel* (« nous avons besoin d'un engagement important dans un programme majeur de carburant synthétique »). Certes, comme le rappelle Pottier, il recommande aussi de développer des énergies alternatives. Il n'empêche : Revelle estime qu'il est de bonne politique de consommer massivement du charbon liquéfié pendant trente ans, avant de basculer subitement vers le nucléaire et les renouvelables. Et cette position repose sur une

¹² Committee on Governmental Affairs. Congress, 1980. *Synthetic fuels: hearings before the Committee on Governmental Affairs, United States Senate, July 17, 18, and 20 1979*, Washington (DC), US Government Print. Office, p. 52.

¹³ MacDonald G.J., 1979. The synfuels mistake, *Washington Post*, 26 juillet, www.washingtonpost.com/archive/politics/1979/07/26/the-synfuels-mistake/787820de-63de-45b6-bc00-c1a071ff7a54/.

¹⁴ « This is the first gathering of its kind, the first time the top scientists in this field have sat down to examine the public policy issues of their work », United States. Senate. Committee on Governmental Affairs, 1979. *Carbon dioxide accumulation in the atmosphere, synthetic fuels and energy policy: a symposium*, Washington, U.S. Government Publishing Office, 30 juillet, p. 3.

histoire fautive de l'énergie selon laquelle les transitions du passé auraient pris 50 ans.

Entre alors en scène Edmund Muskie, sénateur du Maine, un démocrate influent, rival de Carter. Il commence par flatter avec ironie les talents de futurologie de Revelle. Et il enchaîne : « M. Revelle, pensez-vous réaliste de construire une grande industrie de carburants synthétiques pour un temps court ? De construire une immense industrie et de s'en détacher dans trente ans pour une énergie alternative quelconque ? Est-il réaliste de croire que l'on va développer à la fois les *synfuels* et les énergies alternatives ? » Et d'ailleurs, peut-on vraiment compter sur ces dernières ? L'échec du programme nucléaire ne devrait-il pas servir d'avertissement ? « N'est-il pas plutôt probable que si l'on construit une industrie des carburants synthétiques, on laissera les générations futures se débrouiller avec l'effet de serre, dont certains pétroliers expliqueront qu'il est bénin ? ». Contre l'étrange futurologie de Revelle, il met en avant son expérience : « Cela fait longtemps que je suis dans la politique et je sais que celle-ci répond surtout aux pressions du moment plutôt qu'à celles du long terme ».

D'autres intervenants du symposium se montrent tout aussi critiques. Selon le géochimiste Wallace Broecker, le problème des *synfuels* est qu'ils introduisent une nouvelle manière de puiser dans les stocks immenses de charbon. « Si nous brûlons une partie importante de ces réserves, nous pourrions enclencher un changement climatique majeur ». À l'échelle mondiale, les estimations fournies par un autre scientifique auditionné sont : 260 Gt de pétrole contre 10 000 Gt de charbon. Le réchauffement climatique est un problème de charbon et non de pétrole, d'où le danger des *synfuels*. Woodwell, un autre scientifique, explique qu'il faut prendre des mesures immédiates et en premier lieu « conserver le pétrole ». Ralph Rotty, du laboratoire atomique d'Oak Ridge, propose quant à lui de limiter par la loi la consommation de pétrole. Une idée que le sénateur Ribicoff approuve : « Cela fait longtemps, explique-t-il, [qu'il] est en faveur du rationnement sur le pétrole ». Car « ne sommes-nous pas devant un problème sérieux pour la Terre et l'humanité ? Tout le monde est d'accord là-dessus ».

M. Pottier qualifie la position de Revelle de « prudente ». En relisant ses dépositions, il me semble qu'elle témoigne, au-delà de la procrastination, d'une forme de cynisme climatique. Car Revelle n'est pas aussi naïf que son échange avec Muskie pourrait le laisser penser. En 1979, il a 70 ans et une longue carrière d'expert politique derrière lui. Malgré le réchauffement, qu'il fut un des premiers à prédire, Revelle accepte les *synfuels*. D'une part, car les États-Unis en ont besoin, d'autre part, parce qu'ils pèseront finalement peu dans la somme des émissions globales. Autant donc ne pas s'en priver. À cela s'ajoute une autre conviction : les États-Unis sortiront du réchauffement sans trop de dommages.

Avant d'être mis en difficulté par Muskie, Revelle déclarait avec aplomb : « *The rich countries can adapt* ». Ses propos sur l'adaptation sont aussi légers que ceux sur la transition. La montée des eaux, par exemple, ne constituerait pas une menace sérieuse puisqu'on reconstruit les villes tous les cinquante ans : il suffirait donc, selon lui, de les déplacer au rythme du recul des côtes... Selon M. Pottier, invoquer une hypothétique transition future vers des énergies alternatives pour justifier des investissements immédiats dans les technologies les plus polluantes ne relève pas de la procrastination climatique. C'est peut-être pire encore : Revelle admet lui-même que les pays pauvres connaîtront, avec le réchauffement, des temps difficiles (« *hard time* »).

Carter restera sourd à l'opposition des scientifiques, des environnementalistes et de certains démocrates parmi les plus influents à Washington. En juin 1980, le président signe une loi sur la sécurité énergétique, actant 88 milliards de dollars d'investissement pour les *synfuels* et 3 milliards pour les énergies alternatives. On accuse souvent Reagan d'avoir brisé l'élan climatique de la fin des années 1970. Mais il faut aussi reconnaître qu'il a enterré les *synfuels*. Pendant la campagne présidentielle, son programme énergétique était plus pragmatique, voire plus écologique, que celui de Carter : faire confiance au marché et à l'industrie pour extraire du pétrole. Une fois au pouvoir, Reagan aura vite fait – et bien fait – de tuer l'éléphant blanc voulu par son prédécesseur. La Synthetic Fuel Corporation était une queue de comète des angoisses des années 1970 sur la « fin du pétrole » que le contre-choc pétrolier du début des années 1980 aura le mérite de stopper net.

Jean-Baptiste Fressoz

(CNRS, Centre de recherches historiques, Paris, France)

Jean.baptiste.fressoz@cnrs.fr

Réponse d'Antonin Pottier – La transition et les carburants synthétiques : critique et réfutation des thèses de Jean-Baptiste Fressoz sur la procrastination climatique

Avec *Sans transition*, J.-B. Fressoz a livré un ouvrage ambitieux, ainsi que je l'indiquais dans ma recension¹⁵ avec des résultats forts comme la critique de l'histoire phasiste de l'énergie ou la mise en évidence des symbioses matières-énergie. Il a lu la recension que j'ai faite de son livre et a pris la peine de lui donner une réponse (voir ci-dessus). Je suis honoré par cette

¹⁵ Pottier A., 2024. Compte rendu de *Sans transition*. Une nouvelle histoire de l'énergie (Jean-Baptiste Fressoz, Seuil, 2024), *Natures Sciences Sociétés*, 32, 4, 516-519, www.nss-journal.org/fr/articles/nss/full_html/2024/04/nss250019/nss250019.html#S5.

attention et je l'aurais été plus encore s'il n'avait réitéré l'analyse problématique développée dans le chapitre 12 de son livre, dont je questionnais pourtant les fondements dans mon compte rendu.

Il importe d'abord de cerner ce qui est en jeu pour justifier de consacrer du temps à sa thèse, à ma critique et à sa réponse. De nombreux travaux de recherches visent aujourd'hui à comprendre les racines de l'inaction climatique, démarche capitale pour tenter de la surmonter. Les travaux historiques qui jettent un regard rétrospectif sur plusieurs moments-clés du dossier climatique servent certes à la connaissance du passé mais sont particulièrement éclairants à cet égard. Le chapitre 12 de *Sans transition* s'inscrit pleinement dans cette veine. Si je partage avec J.-B. Fressoz une insatisfaction sur la manière dont le dossier climatique a été traité, j'ai une autre lecture des raisons de ce fiasco, que j'ai développée dans *Comment les économistes réchauffent la planète*¹⁶. J'y défendais que l'approche économique du réchauffement climatique, et en particulier l'analyse coût-bénéfice, avait participé à former une image bénigne du réchauffement et à affaiblir les raisons de le contrer.

Mon but ici n'est pas de défendre à tout prix mon idée, qui n'a pas vocation à être exclusive, mais d'examiner celle, audacieuse, que déploie J.-B. Fressoz dans le chapitre 12 de *Sans transition*, et qui mérite considération. Plus précisément, je souhaite rendre compte des raisons pour lesquelles cette thèse, réaffirmée dans sa réponse, est erronée, conclusion à laquelle je suis arrivé à l'issue d'un examen minutieux des sources.

Je ne crois pas déformer la thèse de J.-B. Fressoz en l'énonçant ainsi : des actions visant à limiter le réchauffement climatique n'ont pas été lancées à temps parce qu'elles ont été pensées sous les auspices de la transition. La transition fonctionnerait comme un argument dilatoire, produirait de la procrastination politique (*Sans transition*, p. 14), porterait en elle une force de procrastination.

Dans *Sans transition*, J.-B. Fressoz n'explique pas le lien entre transition et procrastination. Dans sa réponse, il est plus disert : la transition « reporte la résolution du problème climatique au futur, en la confiant à des technologies souvent hypothétiques ». L'association de la transition à la procrastination repose, d'après ce que je comprends, sur la relation suivante : lorsqu'on invoque une transition vers un futur sans émissions qui sera facile et rapide plus tard, on suggère que l'action climatique peut se permettre d'attendre encore un peu.

Ce lien paraît plausible parce qu'il ressemble à ce qui se passait dans les années 2010, disons depuis la Conférence des parties (COP) de Copenhague : la communauté internationale adoptait des cibles de réchauffement à ne pas dépasser, les pays proclamaient des objectifs de réductions d'émissions de long terme ambitieux, ils ne se donnaient pas les moyens d'atteindre les objectifs intermédiaires mais annonçaient qu'ils feraient plus, plus tard. En parallèle, on assistait à la montée en puissance du vocable de la transition. Dans ces années 2010, et sans doute jusqu'à aujourd'hui, il y a donc un lien potentiel, qui demanderait de plus amples recherches pour être confirmé, entre croyance en une facilité de la transition et procrastination climatique.

Ce lien existe-t-il déjà au tournant des années 1970-1980 ? C'est, en tant qu'historien, ce que prétend J.-B. Fressoz et ce qu'il entendait démontrer. À ce stade, une mise au point de vocabulaire s'impose. Procrastination renvoie à une tendance (psychologique) à remettre à plus tard ce que l'on sait devoir être fait. Si ce terme peut s'appliquer à la situation des gouvernements des années 2010, il me paraît inapproprié pour décrire la situation des années 1970, pour la bonne et simple raison que les gouvernements n'avaient pas encore de vision claire de ce qu'ils devaient faire face au réchauffement climatique, annoncé mais encore incertain. Ce n'est, par exemple, qu'à la conférence de Toronto, en 1988, qui rassemble scientifiques et politiques, que des cibles de réduction d'émission sont annoncées. Il me semble plus pertinent de parler d'attentisme climatique, parce que les gouvernements, et en particulier le gouvernement états-unien, attendaient encore, dans les années 1970, un certain nombre d'événements et d'informations pour prendre position.

La question est donc de savoir si l'on observe un lien consubstantiel entre transition énergétique et attentisme climatique au tournant des années 1970-1980. À la découverte de *Sans transition*, l'épisode des carburants synthétiques (*synfuels*) de l'été 1979 semblait l'argument le plus solide parmi ceux que développait J.-B. Fressoz. Ce chapitre passionnant de l'histoire états-unienne, que le flair de J.-B. Fressoz nous a fait découvrir – et je ne peux que l'en remercier –, aurait pu être une splendide confirmation de sa thèse. La lecture des sources, pour les besoins de la recension que m'avait commandée *Natures Sciences Sociétés*, m'a toutefois révélé la fragilité de son argument. Ma recension exprimait ce décalage entre l'interprétation de J.-B. Fressoz et celle que je pouvais faire à partir des mêmes documents. Dans sa réponse, J.-B. Fressoz réitère son propos, en apportant plus d'éléments de contexte, mais sans me convaincre sur le lien entre transition et attentisme climatique.

Devant cette divergence persistante, une remise à plat de l'épisode des *synfuels* et de sa rencontre avec le problème climatique s'imposait. À cette fin, j'ai reconstitué le débat sur les *synfuels* de 1979-1980 en

¹⁶ Pottier A., 2016. *Comment les économistes réchauffent la planète*, Paris, Seuil.

me fondant sur des sources parlementaires, des rapports d'institution, des coupures de presse et des articles de littérature spécialisée. J'ai retracé la trajectoire de l'alerte au problème du CO₂, lancée par un rapport du Council of Environmental Quality, circonscrite par le Department of Energy, mais qui continue de mobiliser sur la période sénateurs, scientifiques et journalistes. Cela m'a permis de corriger quelques erreurs factuelles contenues dans le chapitre 12 de *Sans transition* et dans la réponse de J.-B. Fressoz. Les résultats complets de ces recherches sont trop longs pour être reproduits dans ces colonnes mais sont disponibles en ligne¹⁷. Dans le cadre limité qui m'est ici offert, je ne peux qu'énoncer les enseignements saillants de cette exploration qui se rapportent à la discussion de la thèse de J.-B. Fressoz. L'essai en ligne contient toutes les preuves de ce que j'avance, et je vous invite à le consulter.

À considérer l'ensemble de la trajectoire de l'alerte au CO₂ dans le débat sur les *synfuels*, force est de reconnaître que la notion de transition y joue un rôle anecdotique, mineur par rapport, par exemple, aux effets incertains du réchauffement climatique. Toutefois, la lecture fine de cet épisode montre qu'il est tout à fait possible d'argumenter dans le sens contraire à ce qu'avancait J.-B. Fressoz, à savoir que c'est l'absence de la transition, et non sa présence, qui a permis de circonscire l'alerte au problème du CO₂.

Quant au symposium du 30 juillet 1979 organisé par le sénateur Ribicoff, l'interprétation qu'en donne J.-B. Fressoz repose sur une lecture contestable des documents. Le lien entre transition énergétique et soutien aux *synfuels* est une reconstruction de J.-B. Fressoz, qui rapproche deux passages séparés. De plus, ce qu'il interprète comme un acquiescement de Roger Revelle à un programme de *synfuels*, en définitive son argument majeur, doit bien plutôt se comprendre comme une concession rhétorique, qui n'enlève rien aux réserves que Revelle porte envers le programme du point de vue du CO₂. La lecture précise des actes du symposium comme des sources externes (témoignages de participants, coupures de presse) était mon interprétation. Le rôle de la transition dans l'attentisme est ainsi considérablement minoré.

Les autres exemples convoqués par J.-B. Fressoz (les travaux de Laurmann, la première conférence mondiale sur le climat en 1979, la conférence de Villach en 1985) ne sont pas plus probants pour soutenir la thèse d'un lien entre transition énergétique et attentisme climatique. Le premier est un contresens manifeste, tandis que les deux autres reposent sur des passages ambigus, difficilement interprétables.

Enfin, le vocabulaire de la transition n'est pas préférentiellement mobilisé au profit de l'attentisme climatique sur la période considérée. Certes, la figure de la transition énergétique est parfois mobilisée pour temporiser, mais il existe d'autres exemples attestant qu'elle s'insère dans la défense d'une action précoce pour limiter les émissions de CO₂. On ne peut donc établir de lien systématique entre recours à la transition et attitude face au problème du CO₂.

À l'issue de ce rapide tour d'horizon des résultats de mes recherches, que retenir? La thèse d'une force dilatoire de la transition était séduisante. Elle permettait à J.-B. Fressoz de donner une profondeur historique aux atermoiements contemporains en les rapprochant du début de l'irruption climatique dans la politique énergétique. Comme thèse historique portant sur le tournant des années 1970-1980, elle ne résiste pourtant pas à la relecture des sources. Il est encore temps de reconnaître le lien consubstantiel entre transition et attentisme climatique pour ce qu'il est réellement à cette époque : un simple mirage, une paréidolie.

Antonin Pottier

(EHESS, UMR CIRED, Paris, France)

pottier@centre-cired.fr

La malédiction de la muscade.

Une contre-histoire de la modernité

Amitav Ghosh

Wildproject, 2024, 354 p.

C'est un ouvrage déroutant proposé ici par le grand écrivain indien Amitav Ghosh. Au fil de 19 chapitres, souvent magnifiquement écrits, il propose non pas, comme le sous-titre un peu trompeur le laisse entendre, une contre-histoire (l'auteur n'est pas historien), mais bien un essai sur la modernité occidentale et ses origines, qui entremêle considérations historiques, analyses contemporaines, témoignages personnels, de façon plus ou moins réussie selon les moments. La question centrale, de fait essentielle, est d'essayer de comprendre ce que cette modernité a pu faire au monde : pour l'auteur, elle est responsable de la crise planétaire que nous connaissons aujourd'hui, parce qu'elle aurait imposé, par la force, une conception mécaniste d'un monde-ressource, muet et passif, conception désormais intenable et dont les limites seraient devenues criantes.

Cette vision du monde s'incarne dans l'événement qui ouvre magistralement l'ouvrage : le massacre, en 1621, de la population des îles Banda par les colons néerlandais venus s'emparer de ces territoires où pousse le muscadier. Tout y serait déjà dit de la façon dont les Européens traiteront le monde et ses habitants, humains ou non : l'effarante violence coloniale, le désir, toujours

¹⁷ À cette adresse : <https://hal.science/hal-05357774>.

insatiable, de contrôle des ressources naturelles, le refus de reconnaître la Terre comme un organisme vivant animé par des forces invisibles. Le réquisitoire mené au fil du texte est en effet impitoyable, parfois convaincant, souvent dérangent, il faut le reconnaître. A. Ghosh insiste donc sur toutes les formes de violences exercées depuis le XVII^e siècle au moins en lien avec ce projet moderne : l'extermination des peuples premiers ; la terraformation, qui est une violence évidemment écologique, mais aussi symbolique en ce qu'elle s'accompagne de l'effacement des noms autochtones et de la destruction de modes de vie : la conquête des Amériques est ainsi décrite comme une guerre biopolitique (chapitre 4), et la sauvagerie de certains conflits coloniaux trouverait justement son explication dans cette opposition féroce entre deux visions du monde inconciliables où se jouent les conditions de vie des populations. L'expansion européenne et ses conquêtes sont donc à bon droit décrites comme, essentiellement, une entreprise de transformation écologique. Le conquistador Girolamo Benzoni en 1565 rend bien compte de la stupeur des populations autochtones : « Ils disent que nous sommes venus sur cette terre pour détruire leur monde. Ils disent [...] que nous dévorons tout, que nous consomons la terre, que nous détournons les rivières, que nous ne sommes jamais tranquilles » (p. 65). Cette avidité insatiable pour les ressources de la terre s'accompagne donc d'excès terribles et surtout d'une perte de sens ; selon les mots de l'auteur : « conquise, inerte, terrassée, la Terre ne peut plus ennoblir, ni enchanter, ni produire de nouvelles aspirations » (p. 89).

Indéniablement, l'ouvrage donne à réfléchir, bouscule par des hypothèses audacieuses et stimulantes (celle d'un processus de silenciation d'une partie de l'humanité – peuples premiers, femmes, paysans – qui irait de pair avec celui de silenciation de la nature, p. 214) en s'emparant de très nombreuses références d'histoire, de philosophie, d'anthropologie, de littérature, etc. Et pourtant, il suscite une profonde gêne chez le lecteur, en tout cas chez l'historien que je suis, trop forte pour être pleinement rationnelle, et dont il me faut rendre compte ici, car s'y joue, je crois, une compréhension foncièrement différente des modalités de sortie de la crise environnementale globale que nous connaissons.

Face au désastre, l'auteur défend justement ces cosmologies qui auraient été détruites ou tuées par l'Occident mécaniste, qu'il nomme vitalistes et qui sont présentées comme « la croyance que l'univers était un organisme vivant, animé par de nombreuses forces invisibles, de toutes sortes ». Elles seraient la clé pour échapper au désastre actuel, car elles s'accompagnent évidemment d'un traitement plus apaisé d'une nature dont nous ne serions plus séparés, mais partie prenante. Je crois que le cœur de mon désaccord tient à la façon dont A. Ghosh conçoit ce vitalisme – un monde où « les

arbres cultivent les humains », où les animaux sont capables de raconter des histoires, où la forêt parle par des esprits, où les communautés humaines sont faites par la vitalité de la terre, où Gaïa s'incarne en quelque sorte. Je ne me reconnais certes pas pleinement dans cette description : « L'idée même d'une vitalité non humaine pourrait être jugée dangereuse par ceux et celles qui croient que les humains sont les seuls êtres dotés d'une âme, d'un esprit, d'un langage et d'une capacité d'agir. Et pour qui considère que cet axiome est une caractéristique cardinale de la rationalité, penser autrement revient à être irrationnel, superstitieux, voire “mystique” » (p. 253). Mais, par culture, formation, choix intellectuel aussi, j'appartiens à cette ontologie naturaliste – qui est donc heurtée de plein fouet par les affirmations de A. Ghosh. Pour en montrer les failles, et valoriser le vitalisme, l'auteur choisit de se placer sur le terrain de l'histoire – un choix intéressant mais risqué, qui aurait nécessité une démonstration sans faille, ce qui, je crois, n'est pas le cas.

L'argumentation historique est tout d'abord fragilisée par une multitude de glissements logiques et de comparaisons pas toujours convaincantes à travers le temps. À la suite de la citation que je viens de donner, par exemple, l'auteur affirme qu'il faut prendre au sérieux cette résistance, pour enchaîner immédiatement sur l'existence d'un soi-disant écofascisme au cœur des premières pensées écologiques et écologistes, qui trouverait ses origines en Allemagne et aurait été diffusé dans le monde par l'école de foresterie allemande¹⁸ – une approximation, qui interdit dès lors une discussion sérieuse. De même, les « et si » deviennent à leur tour, trop rapidement, des affirmations (p. 222-223 : et si les Occidentaux, qui se sont trompés en croyant que les Non-Européens étaient des brutes, s'étaient aussi trompés sur l'absence de voix de la nature ?). Certaines interprétations me semblent par ailleurs erronées : faire d'Alfred Russel Wallace un théoricien de l'extermination des « races inférieures » à partir de sa conférence *The origin of human races* (p. 208), et donc y voir une preuve que l'extermination est au cœur de la politique occidentale, est faux quand on se donne la peine de lire le texte et qu'on connaît Wallace (lire, par exemple, sa conclusion de *The wonderful century*¹⁹) ; il en va de même de *In Memoriam*, le poème de Tennyson, qui n'appelle pas à exterminer singes et tigres, mais à échapper à son animalité pour atteindre un degré supérieur de spiritualité, ce qui n'est pas la même chose (p. 91-94)... Il y a

¹⁸ École extraordinairement influente au XIX^e siècle, en France, au Royaume-Uni ou encore aux États-Unis et fixant les règles d'une gestion jugée rationnelle des forêts qui s'appliquent dès lors tant dans les pays occidentaux que dans les colonies qu'ils administrent.

¹⁹ Wallace A.R., 1898. *The wonderful century. Its successes and its failures*, London, Swan Sonnenschen & Co.

enfin l'exagération de certaines affirmations, souvent provoquée par des généralisations : le succès de Trump et des climatosceptiques s'expliquerait par une sorte d'atavisme culturel de la colonisation, tandis que persisterait aujourd'hui la « croyance que le corps blanc possède des privilèges biologiques intrinsèques » (p. 191-192), alors qu'il y a tant d'autres explications valables au succès des populismes ; il y aurait un lien entre domination militaire et domination universitaire (p. 150) ; les Occidentaux auraient une conscience intime de la vitalité de la Terre, mais elle serait refoulée et cela expliquerait leur violence dans l'application de leur métaphysique mécaniste (p. 291).

Ces approximations sont d'autant plus fâcheuses qu'on aimerait parfois être convaincu par l'évident sentiment d'urgence qui anime l'auteur et par l'ampleur de son analyse. Mais celle-ci pêche aussi, je crois, par excès de radicalité. Il est nécessaire, vital même, de démontrer comme le fait A. Ghosh la logique délétère, portée en effet par le monde occidental initialement (et aujourd'hui reprise par les élites indiennes, chinoises, russes, saoudiennes, etc.), qui a mené à la situation dramatique actuelle. Et je suis d'accord sur le fait qu'elle trouve ses origines dans une façon de concevoir la nature comme un réservoir de ressources plutôt que comme un ensemble de relations dynamiques. Est-il nécessaire pour autant d'ignorer aussi ouvertement les apports des sciences occidentales telles qu'elles se sont établies sur cette base mécaniste – et dont il me semble qu'elles se sont affranchies largement désormais ? Peut-on vraiment mettre sur le même plan la connaissance locale, certes juste, des transformations d'un environnement quotidien, et l'établissement de lois physiques, biologiques, chimiques qui permettent une compréhension plus fine des mécanismes naturels ? Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de vouloir réintroduire une pensée animiste pour rappeler qu'une rivière est vivante, riche de sa biodiversité, que nous dépendons d'elle et qu'il faut donc la respecter. De la même manière, il n'est pas indispensable de postuler que le volcan nous parle ou qu'il est notre ancêtre pour qu'il ait un sens pour une communauté vivant alentour. Il faut, absolument, un autre rapport à la Terre – qui ne soit plus uniquement utilitariste, qui soit plus quotidien, pour qu'elle redevienne un environnement de vie et non un espace de ressources, et qu'elle fasse sens à nouveau, par sa beauté et ses voix. Inutile de l'habiter de fantômes pour cela. Je plaiderais donc pour une autre forme de vitalisme, s'il faut garder ce terme, moins spirituel peut-être, plus occidental sans doute – et probablement plus à même d'être accepté, ressaisi et de porter des fruits.

Paradoxalement, ces fragilités de l'argumentaire historique ne m'empêchent pas de rejoindre l'auteur sur bien des aspects. Je trouve ainsi pertinent l'axiome qui pourrait être au cœur d'une politique publique

vitaliste : « protéger tous nos proches », humains ou non (p. 275) – ce qui, il faut le préciser, n'implique en rien une politique du repli et de l'exclusion dans la mesure où l'auteur, à juste titre, réfute les arguments nationalistes et identitaires transférant les caractéristiques biologiques d'une terre à celles d'une « race » et aux constructions sociales. Et, puisque le désastre actuel se joue en grande partie sur des imaginaires et des cosmologies, concluons en partageant avec l'auteur la conviction du rôle central de l'art et des SHS pour offrir des voies de sortie (p. 231).

Charles-François Mathis

(Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IHMC,
Paris, France)

Charles-Francois.Mathis@univ-paris1.fr

La nature de l'historien.

Par le haut, par le bas

Guillaume Blanc

CNRS Éditions, 2025, 202 p.

Historien de la nature, des parcs naturels plus exactement, Guillaume Blanc (Sciences Po Bordeaux) raconte son parcours professionnel depuis sa jeunesse en HLM et dans un collège en zone ZEP, jusqu'à la thèse de doctorat et l'accès à un poste universitaire. Pourquoi se raconter au lieu de livrer les fruits de sa recherche, au demeurant passionnante ? Serait-ce de l'exhibitionnisme ou un prétexte à polémique ? Rien de tout cela. G. Blanc livre une autobiographie intellectuelle, sans doute inspirée par l'exercice obligé du mémoire de synthèse pour obtenir l'habilitation à diriger des recherches, grade universitaire requis pour accéder au titre de professeur des universités. Ce livre relève en fait du genre littéraire de l'ego-histoire, inventé avec plus ou moins de succès par Pierre Nora chez Gallimard²⁰ et ancré dans l'idée que la connaissance historique est indissociable de la personnalité et du vécu de l'historien.

Car cet essai fournit un cas d'école pour illustrer le deuil de l'objectivité en histoire qui a inspiré l'ego-histoire. En choisissant de raconter comment il en est venu à embrasser une carrière universitaire et à se spécialiser dans l'histoire environnementale de la nature, G. Blanc entend promouvoir « l'histoire par le bas » comme alternative aux récits de l'histoire officielle écrite par les élites et centrée sur les hommes d'État et les institutions. Il y ajoute une analyse critique de « l'histoire par le haut » en repérant les rapports de domination qu'installent les récits officiels. Son enquête d'histoire environnementale sur les visions de la nature est livrée comme une histoire située, nourrie par un fort sentiment de lutte de classes, de rage contre les nantis, et

²⁰ Agulhon M., Chaunu P., Duby G., Girardet R., Le Goff J., Perrot M., Rémond R., 1987. *Essais d'ego-histoire*, Paris, Gallimard.

une sensibilité extrême à la violence des rapports de pouvoir dans les jeux politiques comme dans les milieux académiques.

L'ouvrage ouvre ainsi deux fenêtres, l'une sur le monde universitaire parisien, l'autre sur les grands espaces des parcs naturels. D'un côté, il insiste sur la violence feutrée qu'exercent les concours universitaires à l'égard de ceux qui y accèdent « par le bas ». Tout en menant une critique très bourdieusienne de l'Université comme « machine à créer de la conformité », G. Blanc reconnaît en contrepoint combien précieuses, solides et durables sont les relations intellectuelles qu'il a nouées avec des collègues au fil des années d'apprentissage comme dans l'exercice de son métier d'enseignant-chercheur. De l'autre côté, G. Blanc raconte son itinéraire de chercheur sur trois terrains – le parc naturel des Cévennes qui le plonge dans les archives, le Forillon au Canada qui le plonge dans l'histoire du Québec, et le parc naturel du Simien situé dans le nord de l'Éthiopie aux confins de l'Afrique. L'histoire comparative lui permet de mettre à jour les relations de domination et la violence exercée par les organismes en charge de la protection de la nature.

Ces trois études de cas donnent corps à la thèse générale que la nature est une construction sociale. Les paysages dits naturels sont profondément culturels : le parc naturel des Cévennes construit une nature nostalgique et pittoresque qui célèbre la vie rurale et pastorale ; une nature muséifiée symbole de stabilité rassurante dans un monde accéléré. Celui du Canada invente une nature sauvage, authentique qui naturalise l'identité nationale du Québec. Quant au parc éthiopien, il offre aux touristes une nature spectacle conforme à la représentation occidentale et coloniale de l'Afrique.

L'originalité de l'histoire environnementale menée par G. Blanc est de mettre l'accent sur la dimension politique des entreprises de conservation de la nature. Elles visent à renforcer les nations et installent des rapports de domination. « La nature est toujours le produit des luttes que s'y livrent les hommes » (p. 201). Cette thèse s'appuie surtout sur l'enquête par le bas et par le haut menée sur les parcs nationaux d'Éthiopie, où les dirigeants politiques ont fait alliance avec des organismes internationaux comme l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le World Wild Fund (WWF) pour construire une nature internationalisée, marchandisée, en important des animaux et en expulsant de leurs terres des paysans. G. Blanc souligne l'injustice et l'absurdité de telles entreprises pour les éleveurs et agriculteurs qui prenaient soin de cette nature car elle constitue leur ressource vivrière. Et de dénoncer l'hypocrisie des agences de « tourisme vert » africain qui augmentent les émissions de CO₂ en encourageant les voyages en avion et détruisent ainsi la nature que les parcs prétendent protéger. Derrière ces contradictions,

c'est toute la politique de la nature dans le Sud comme dans le Nord qui est visée. « L'impératif de protection est un trompe-l'œil qui permet d'éviter de s'en prendre aux causes de la destruction » (p. 189). Les négociations entre experts occidentaux et les dirigeants des pays africains ou asiatiques pour « protéger la nature » procèdent d'un regard colonial et maintiennent des rapports de domination. Ces trois études de cas historiques instruisent un procès des politiques globales de conservation de la nature qui pourrait utilement éclairer quelques travers actuels des Conférences des parties sur le climat ou les négociations internationales en cours sur la protection des océans et des fonds marins.

Toutefois, l'intérêt de cet essai d'ego-histoire réside moins dans les conclusions fermes qui se dégagent déjà des publications plus classiques de G. Blanc²¹ que dans les questions et dilemmes que l'historien affronte au fil de ses recherches. Par exemple, pourquoi l'Érythrée qui n'a pas de passé colonial a-t-elle mené une politique semblable à celle des autres pays africains colonisés ? Comment cesser de traiter l'Afrique comme un continent homogène et déshumanisé pour saisir le propre de chaque pays ? Comment mettre en relief la capacité d'organisation des peuples africains sans pour autant s'aveugler sur les rapports de domination ? Faire part des doutes et des hésitations est une attitude peu commune et pourtant aussi utile pour les formations à la recherche que les discours de la méthode assortis de principes et recommandations. Une enquête est toujours tâtonnante, inquiète, ouverte aux doutes et aux critiques. Elle progresse en dialogue avec les pairs mais aussi avec les autres parties prenantes qui sans cesse interrogent les choix de recherche. C'est pourquoi ce livre invite à poursuivre le dialogue, à défier, mettre à l'épreuve les choix de G. Blanc. En privilégiant la dimension haut-bas, en se focalisant sur les relations de domination, ne se prive-t-il pas de prêter attention à une foule d'autres acteurs humains ou autres qu'humains, et ne néglige-t-il pas d'autres types de relations, plus horizontales voire obliques ? La violence n'épuise pas la question des parcs naturels qui appellent une description plus fine, plus dense.

En tout cas, le fait que cet essai d'ego-histoire soit publié chez CNRS éditions, plutôt que chez Gallimard, apparaît comme le signe d'un changement profond dans la recherche académique en sciences humaines, qui se traduit par une non-neutralité assumée et un souci de réflexivité. Une ouverture bienvenue pour résister aux schémas simplistes qui alimentent de vaines polémiques.

²¹ Blanc G., 2020. *L'invention du colonialisme vert*, Paris, Flammarion ; *La nature des hommes. Une mission écologique pour « sauver » l'Afrique*, Paris, La Découverte, 2024.

Bernadette Bensaude-Vincent

(Professeure émérite, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UR Cetcopra, Paris, France)

Bernadette.Bensaude-Vincent@univ-paris1.fr

Servitudes et grandeurs des disciplines

Pierre Birnbaum, Luc Boltanski, Pierre Bouretz, Johann Chapoutot, Robert Darnton, Pascal Engel, Laurence Fontaine, Axel Honneth, Christian Jouhaud, Judith Lyon-Caen, Thomas Pavel, Philippe Roussin, Jean-Marie Schaeffer, Dominique Schnapper
Gallimard, 2024, 220 p.

Le titre de l'ouvrage, réunissant treize contributions d'auteurs de longue date de la collection NRF Essais, porte la charge des questionnements qui pèsent sur les sciences humaines et sociales dans un contexte de très forte spécialisation disciplinaire et d'invocation omniprésente à l'interdisciplinarité. Si ces aspects sont présentés et discutés dans quelques-uns des textes rassemblés, la majeure partie des contributions se situent dans un repli critique face à la doxa institutionnelle, sur le terrain des relations entre disciplines au sein des SHS ou avec les champs voisins, philosophie, histoire littéraire, littérature, faisant ressortir des démarches, des logiques et des itinéraires à chaque fois hétérogènes et singuliers.

L'ouvrage s'ouvre sur une mise en perspective historique de Axel Honneth qui rappelle l'évolution historique des SHS, passant d'approches très larges « que l'objet lui-même requérait », à une étroite détermination de leurs champs et de leurs frontières, à son sommet à la fin du XX^e siècle. Selon A. Honneth, la revendication d'interdisciplinarité, fortement relayée institutionnellement, est réapparue dans le champ des SHS du fait de la complexité de leur objet, mais de manière illusoire, butant sur les spécificités méthodologiques et conceptuelles propres à leurs différentes approches. Dessiner les lignes de force d'une réponse à cette spécialisation excessive ne saurait en sous-estimer la difficulté.

Reprenant les analyses développées par John Goldsmith et Bernard Laks, Luc Boltanski interroge l'existence même des disciplines dans une logique de concurrence évocatrice d'« entités politiques » dans l'obligation d'assurer un ensemble de fonctions : maintien de leur cohésion, patrimonialisation, transmission intergénérationnelle, représentation et négociation, parallèlement à celle d'investigation et d'extension. Cette dernière étant interprétée, dans une logique schmittienne, comme prise de savoirs « absolument nécessaires à la pérennité des disciplines qui doivent pour survivre sans cesse se transformer ». D'où deux formes principales d'interdisciplinarité, l'une policée, inscrite institutionnellement mais sans grand impact, et

l'autre, sauvage, source de transformations majeures, à quoi s'ajoutent les dispositifs multidisciplinaires par projet « les plus favorables à la formation d'une véritable interdisciplinarité ». Pour éclairer la question, L. Boltanski propose la notion de domaines dont l'exploration pourrait permettre de « compléter les outils, finalement assez pauvres » dont dispose la sociologie.

C'est l'histoire des savoirs qu'interroge Pascal Engel, et le passage de la *mathesis universalis* à celle de pluralité, d'autonomie, d'hétérogénéité des savoirs et de leur irréductibilité les uns aux autres, qui a diffusé à l'ensemble des champs, histoire, critique littéraire, philosophie. Cette pluralité a ouvert la voie au « programme managérial » d'approches interdisciplinaires autour de problèmes liés à des besoins collectifs, technologiques et sociaux, élargi à de multiples domaines, médecine, écologie, sciences de la terre, archéologie, sciences sociales. Pour P. Engel ces approches multidisciplinaires trouvent leurs limites quand elles s'accompagnent « d'injonctions à l'abolition des frontières disciplinaires » butant à la fois sur les spécificités des disciplines mais aussi sur les apories nées de la notion d'ontologies spécifiques aux différentes approches. Pour P. Engel, « Le pluralisme épistémologique n'entraîne pas le pluralisme ontologique d'un monde fait d'événements déconnectés et de pouvoirs ponctuels ». Par ailleurs, il rappelle l'apport de l'histoire des sciences contemporaines aux changements conceptuels et à leur statut nodal dans la constitution des champs scientifiques.

Jean-Marie Schaeffer, reprenant la généalogie des disciplines scientifiques et la constitution des SHS sur le modèle des sciences de la nature, souligne la plus grande porosité des frontières au sein des SHS, avec de fréquents chevauchements d'objets entre des disciplines comme l'histoire, la sociologie ou l'anthropologie ou les transferts de méthodes d'une discipline à l'autre. La spécificité du champ des SHS est d'ordre méthodologique en ce qu'elles impliquent une « dimension interprétative ». J.-M. Schaeffer oppose la relation entre philosophie et sciences naturelles et philosophie et SHS, soulignant les limites de la première et l'interfécondation, l'échange sur une base de réciprocité de la deuxième, du fait de l'identité de leur objet, « l'humanité dans sa réalité individuelle, sociale et culturelle ». Pour J.-M. Schaeffer seule mérite le nom de recherche interdisciplinaire une collaboration entre sciences naturelles et disciplines des SHS présentant un objet commun, une mobilisation des compétences et des méthodologies propres et des résultats communs.

Les contributions suivantes se limitent à des approches internes aux SHS et à des champs voisins. Dominique Schnapper souligne la nécessité, dans son travail sur le Conseil constitutionnel, d'associer approche

historique, ethnologique et sociologique dans la visée pragmatique qu'« un projet intellectuel et le choix des méthodes se justifient par les résultats qu'ils permettent de proposer ». Pierre Birnbaum met en parallèle analyse historique et analyse littéraire quant à la question de réactions antisémites liées à l'excès de visibilité de personnalités juives accédant, dans différents pays, à des postes de forte responsabilité entre la fin du XIX^e siècle et les années 1930, montrant le hiatus entre grands écrivains juifs et « les acquis de la sociologie comparative de l'État ». Discutant la notion de conscience collective chez Durkheim et Tarde, l'historien Robert Darnton rappelle comment Durkheim, en 1915, est amené à catégoriser globalement de façon fortement négative l'Allemagne à travers la notion de mentalité allemande issue de la notion de conscience collective, alors que Tarde a su mettre en évidence les phénomènes d'opinion liés au développement de la presse moderne comme explication de la diffusion de notions et de représentations largement partagées.

Partant de l'idée que « chaque source, chaque texte est déjà un point de vue », l'historienne Laurence Fontaine analyse et discute finement la place respective faite aux archives et à la littérature dans l'appréhension historique. Autour de différents exemples empruntés à l'économie et à l'analyse des relations de pouvoir et de dépendance, elle s'interroge sur la défense par les chercheurs d'« un projet militant ». Elle montre comment le théâtre de Marivaux ne cesse de mettre en question les relations de pouvoir à l'égard des classes populaires comme entre hommes et femmes, alors que Balzac, dans Eugénie Grandet, derrière sa revendication d'historien dans l'appréhension des rapports sociaux et ses prétentions à la scientificité, manifeste ses choix idéologiques et son attachement au système de valeurs d'avant la Révolution. Elle conclut sur la difficulté « d'appréhender les projets politiques qui animent les producteurs de source comme les écrivains et les historiens ».

C'est aussi la question de la relation entre histoire et littérature et des avatars de l'histoire littéraire en France qui est au cœur de la réflexion développée par Judith Lyon-Caen et Christian Jouhaud dans ses relations originelles au social et à la sociologie. Les auteurs montrent le renouvellement de l'appréhension de la littérature par l'anthropologie avec Daniel Fabre, le changement d'échelle, l'élargissement des appréhensions à l'écriture ordinaire, le rapprochement avec la microhistoire et le surgissement de l'altérité, de l'événement dans la confrontation à l'action d'écriture, de l'ici et maintenant « qui conduit l'historien au bord extrême de l'histoire » « où la trace du passé [...] résiste, dans son opacité, à l'opération historiographique. Résistance [...] qui est la condition même de la connaissance ».

Opposant pluridisciplinarité et unification scientifique/mathématique du savoir à laquelle les SHS n'ont pas échappé avec la linguistique ou l'anthropologie structurale, Thomas Pavel évoque deux branches de la connaissance réfléchissant à leur objet sans nécessairement proclamer la justesse absolue de leur approche, l'éthique et les études littéraires. S'interrogeant sur la finalité de ces dernières, T. Pavel appelle à une approche nuancée au terme de laquelle « tentées par la pluridisciplinarité, les études littéraires ne devraient pas se laisser attirer par les versions trop rigides des disciplines choisies », la littérature se mettant « au service du désir, au besoin d'imaginer la multiplicité des situations humaines » dans un appel au jeu et à la multiplicité du sens de la vérité artistique et littéraire.

S'interrogeant sur le statut des études littéraires, Philippe Roussin part de la difficulté à dire de quelle discipline relève l'étude de la littérature. Il lie la question de la fiction et de ses soubassements à la fonction de faire-semblant, « compétence psychologique qui s'acquiert bien avant de fonctionner dans l'art ». Parallèlement, la mondialisation s'est traduite par l'explosion de la non-fiction, avec la littérature de reportage et de document. Pour P. Roussin, les études littéraires hors fiction sont aujourd'hui dominées par les méthodes historiques et sociologiques. Si pour Roland Barthes « l'interdisciplinarité consiste à créer un objet nouveau qui n'appartient à personne », il en voit l'expression dans l'essor de nouveaux champs critiques liés à l'altérité, études postcoloniales, écocritique et écopoétique ou encore études de genre qui s'efforcent « de situer leur objet dans le continuum des pratiques culturelles des sociétés humaines ».

L'ouvrage se clôt sur deux contributions retraçant dans une perspective plus autobiographique les itinéraires de deux chercheurs. Johann Chapoutot revient sur le cheminement qui l'a conduit à un DEA puis une thèse sur la réception et la réécriture de l'Antiquité méditerranéenne dans le mouvement nazi jusqu'à l'ouvrage *Libres d'obéir*²², touchant aux ressources humaines. Ce parcours témoigne, selon J. Chapoutot, de la recherche d'« une forme d'unité » dans la fréquentation de diverses disciplines des SHS à travers une approche compréhensive propre aux sciences de l'esprit allemandes où, « via une démarche internaliste, littéraire, à la limite empathique », l'on peut « trouver l'interdisciplinarité, au sens profond, concret et substantiel du terme [...] qui au fond distingue assez peu l'histoire de la philosophie ».

C'est un long et sinueux itinéraire philosophique que restitue Pierre Bouretz, d'une thèse sur Max Weber à un ouvrage sur Dante avec, entre deux, un travail sur les

²² Chapoutot J., Girard P., 2025. *Libres d'obéir*, Bruxelles, Casterman.

penseurs judéo-allemands, sur la notion d'une « philosophie populaire » et sur Maimonide, puis sur l'hermétisme, sur Hannah Arendt ou encore Habermas et Derrida. Itinéraire qui se situe dans le refus précoce de l'injonction disciplinaire, dans la compréhension que la spécialisation scientifique « ne relève pas d'un facteur extérieur, mais des dispositions intérieures du savant », dans la vision rétrospective d'un travail d'histoire de la philosophie qui peut « se réfléchir dans le système de coordonnées que sollicite l'idée d'interdisciplinarité » autour du texte, à travers une démarche d'érudition qui « s'expose de la meilleure façon dans la forme de l'essai », où « la question, par les déplacements qu'elle opère, importe plus que la réponse », dans la conscience également d'une dimension de jeu constitutive de la recherche.

L'ensemble de ces contributions fait une part majeure à la richesse des perspectives qu'offrent les SHS, en particulier l'histoire, en lien avec la philosophie ou la littérature, mais trouvent aussi leurs limites face à l'approche contemporaine de l'interdisciplinarité dont P. Engel résume très justement les perspectives et les risques. Elles n'échappent pas à un centrage littéraire et textuel, à une autoréférentialité, à la prégnance d'un socio-anthropocentrisme et à la place limitée accordée aux apports de l'anthropologie. On peut regretter que des problématiques de très grande ampleur, liées aujourd'hui aux technologies, à la communication, aux neurosciences et, de façon beaucoup plus massive et englobante, renouvelant en profondeur les interrogations et les perspectives, à l'écologie/environnement, au vivant, n'aient pas été davantage intégrées au corpus dans la pleine étendue de leurs questionnements.

Lionel Charles

(Chercheur en sciences sociales, Fractal, Paris, France)

[l.io.charles.fractal@noos.fr](mailto:lionel.charles.fractal@noos.fr)

Idées reçues sur l'eau et sa gestion

Rémi Barbier, Sara Fernandez (Eds)

Le Cavalier Bleu, 2024, 149 p.

Idées reçues sur l'eau et sa gestion est un ouvrage collectif écrit sous la direction de Rémi Barbier, professeur de sociologie et gestion de l'environnement à l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES) et de Sara Fernandez, ingénieure des ponts des eaux et des forêts (ICPEF) et chercheuse en géographie à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE). Tous deux sont chercheurs au laboratoire Sociétés, acteurs, gouvernements en Europe (SAGE).

Avec un collectif de dix spécialistes de l'eau issus de disciplines variées, ils nous livrent dans cet ouvrage des éléments de qualité pour nourrir les débats et repenser de

façon critique et constructive la gestion de l'eau face aux défis contemporains. Partant du constat que l'eau et sa gestion sont devenues des sujets de contestations, de tensions, voire de conflits depuis quelques années en France, les auteurs examinent, décortiquent et analysent quatorze idées reçues sur l'eau et sa gestion, brandies par les « pro- et anti- » lors de leurs affrontements sur des sujets aussi divers que le manque ou l'excès d'eau, les pollutions, les usages contestés de l'eau, ou la gestion de l'eau parfois perçue comme inégalitaire ou défaillante.

Après un préambule précisant la façon dont les auteurs définissent l'expression « gestion de l'eau » et une introduction qui présente rapidement les principaux acteurs publics de la gestion de l'eau en France, l'ouvrage est organisé en quatre grandes parties, discutant chacune de deux à quatre idées reçues.

La première partie ouvre sur les idées reçues associées aux menaces et promesses sur la ressource en eau : « Avec le changement climatique, on va manquer d'eau », « Les guerres de l'eau vont se multiplier », « L'agriculture pollue l'eau », « Le recyclage des eaux usées crée de nouvelles ressources ». La seconde partie interroge l'organisation du partage de l'eau entre les acteurs du territoire et met l'accent sur le rôle de l'État : « La gestion de la ressource est l'affaire des "parlements de l'eau" », « Quand l'eau manque, l'État rationne les usages ». La troisième partie aborde les nouveaux imaginaires sociotechniques induits par les transformations contemporaines de la gestion de l'eau et questionne l'invention de nouveaux rapports sociaux à l'eau : « La sobriété va s'imposer à tous ! », « La "ville éponge"²³, clef de voûte du rapport à l'eau en ville », « Pour éviter les inondations, il faut renforcer les digues », « Il faut rendre les rivières à leur état naturel ». Enfin, la quatrième partie est consacrée aux idées reçues associées aux défis à relever pour l'alimentation en eau potable *via* des services en réseaux : « En France, tout le monde à accès à l'eau potable », « Les entreprises privées dominent le marché de l'eau potable », « Le niveau de fuites dans les réseaux est un scandale ! », « Il faut responsabiliser les usagers ! ».

Une épigraphe, placée en tête de chaque sous-partie destinée à une idée reçue, illustre la façon dont cette idée peut circuler et être mobilisée dans l'espace public. Les auteurs s'appuient pour cela sur des affirmations, injonctions ou paroles émanant de responsables politi-

²³ Selon KongJian Yu, le concept de « ville éponge » vise à « transformer les milieux urbains de manière à : i) absorber l'eau à l'aide de la biomasse végétale ; ii) stocker l'eau par le biais de techniques ou dispositifs d'hydraulique dite « douce », c'est-à-dire qui gèrent les eaux pluviales le plus en amont possible afin de favoriser leur infiltration lente et réduire les ruissellements et iii) relâcher l'eau lorsque c'est nécessaire » (p. 81).

ques, de ministres, de médias, d'associations, ou encore d'organismes techniques et institutionnels. Chaque idée reçue fait ensuite l'objet d'une analyse critique, conduite par un spécialiste qui la contextualise, en retrace la genèse et la trajectoire historique, tout en examinant les conditions sociopolitiques, territoriales et techniques de son émergence. L'analyse apporte un regard distancié et interroge la pertinence de l'idée reçue au regard des transformations nécessaires induites par les défis contemporains que sont, notamment, le changement de régime climatique, l'effondrement de la biodiversité, la prise de conscience des limites écologiques et les incertitudes sur l'avenir de l'eau et des milieux. La plupart des idées reçues sont accompagnées d'un encart qui propose des éléments pour illustrer, étayer, préciser ou nuancer un point particulier de l'analyse.

L'ouvrage propose en annexe un glossaire, une liste des acronymes et une sélection de sites internet nationaux de données publiques sur l'eau pour aller plus loin. De nombreuses références scientifiques, réglementaires et techniques sont mobilisées au fil du texte.

Les points forts de cet ouvrage sont nombreux. Nous avons choisi de mettre l'accent sur trois d'entre eux, à savoir : 1. Il apporte au lecteur des notions fondamentales pour comprendre les enjeux de l'eau et de sa gestion face aux défis contemporains ; 2. Il lui procure des arguments pour se poser des questions et 3. Il met en débat les idées reçues sur l'eau et appelle à des transformations profondes des régimes de gestion de l'eau.

Examinons à présent de façon plus détaillée chacun de ces points. Le premier est de fournir des clefs de compréhension et des arguments permettant au lecteur de resituer, débattre et questionner les idées reçues à partir de perspectives pluridisciplinaires. Très pédagogique, l'ouvrage définit les notions permettant de comprendre le cycle de l'eau et sa gouvernance. Il se positionne dans une perspective sociotechnique pour donner au lecteur une vision globale et territorialisée des enjeux de l'eau. Pour cela, il contextualise les « problèmes d'eau » (anciens et nouveaux) et articule leur (re)mise à l'agenda politique aux crises socio-écologiques. Les auteurs posent clairement les fondamentaux du caractère pluriel de l'eau et de ses « multiples interdépendances matérielles et politiques ». Ils établissent que « les problèmes de l'eau ne sont pas faits que d'eau », et que leur gestion, « façonnée par les tensions entre plusieurs politiques publiques²⁴ », nécessite donc des approches transversales, interdisciplinaires et intersectorielles.

Ainsi, les idées reçues développées par les auteurs pointent différents enjeux sectoriels pour l'eau, ceux de l'agriculture ou de l'aménagement du territoire, par exemple. Elles sont essentiellement associées à des usages humains de l'eau. Le développement plus récent de la prise en compte des entités non humaines et de leurs relations avec les sociétés humaines, esquissé dans l'ouvrage (p. 25, p. 137 notamment), aurait également constitué un axe d'analyse inspirant, en phase avec les enjeux actuels de transformation des imaginaires et de redéfinitions des rapports à l'eau.

Le second est d'avancer des arguments permettant au lecteur de se poser des questions sur les régimes historiques de gestion de l'eau, en mettant en évidence leurs succès mais aussi leurs fragilités au regard des défis actuels. Les idées reçues sont prétexte à pointer des enjeux de partage de l'eau, de tensions, de dominations, de justice ou de solidarités. Les auteurs questionnent ainsi plusieurs concepts ou mythes fondateurs de la gestion de l'eau en France. Par exemple, ils interrogent les imaginaires sociotechniques qui sous-tendent encore aujourd'hui les rapports sociaux à l'eau, comme le mythe de l'abondance ou l'illusion de sécurité derrière les digues. Ils soulignent également les limites des promesses technologiques telles que la réutilisation des eaux usées traitées dans la résolution des problèmes d'eau, tout en critiquant l'héritage d'une vision de domination de la nature par les humains.

Le troisième est de poser des bases pour appeler à des transformations des modèles de gestion de l'eau en France. Les arguments avancés par les auteurs mettent en effet en évidence les enjeux majeurs associés à la gestion contemporaine de l'eau, qu'ils soient d'ordre climatique, territorial, environnemental ou sociétal. Ces défis imposent des transformations d'ampleur, « nécessairement multifformes, difficiles et coûteuses » des modes de gestion de l'eau, alliant gestion de court terme et visions plus durables à long terme, changement de comportements, d'usages et de relations à l'eau, sécurisation des services publics, construction de liens équilibrés entre territoires urbains et ruraux, transformations durables des modèles agricoles et d'aménagement urbain... pour n'en citer que quelques-unes.

Les auteurs affirment « le caractère politique de la transformation à engager » et la nécessité de « renforcer la capacité des citoyens [à agir et] à prendre part, à toutes les échelles, à la délibération sur les futurs de l'eau et de ses usages » (p. 140). Ils invitent ainsi à faire évoluer les imaginaires autour de l'eau en vue d'une transformation du système de gouvernance et de gestion de l'eau. Ils dessinent des perspectives pour établir un « nouveau contrat hydro-social » reposant sur des notions comme la gestion en bien commun, la sécurité en eau, la sobriété, la ville éponge ou les solutions fondées sur la nature. Dans « un monde [fluctuant] où l'on quitte la continuité pour

²⁴ Barone S., 2025. The state against the environment? Water management and regulation of tensions between sectoral policies in France, *Environmental Policy and Governance*, 35, 1, 3-12, <https://doi.org/10.1002/et.2121>.

entrer dans les ruptures²⁵», ce nouveau contrat hydro-social gagnerait à s'appuyer sur la notion de robustesse, entendue par Olivier Hamant²⁶ comme la capacité à « maintenir le système stable malgré les fluctuations », à court terme et à plus long terme. Cette approche implique d'explorer, d'expérimenter, de diversifier, de favoriser la redondance. À ce titre, les relations au vivant devraient y être pleinement intégrées, en tant que composantes essentielles des transformations socio-écologiques.

Pour finir, cet ouvrage rend accessibles à un large public plusieurs enjeux contemporains de la gestion de l'eau en France, *via* l'analyse de certaines idées reçues parfois contradictoires. Il constitue un outil précieux pour amorcer le débat, notamment auprès d'étudiants du domaine de l'eau, et encourage à repenser profondément les modèles et représentations afin de mieux répondre aux défis liés aux fluctuations du monde actuel.

Sophie Richard

(AgroParisTech, UMR G-EAU, Montpellier, France)

sophie.richard@agroparistech.fr

Récits de recherche sur l'eau dans un monde interdisciplinaire

Anne-Laure Collard, Jeanne Riaux, Marcel Kuper (Eds)
Quæ, 2024, 171 p.

Écrire « sur » l'interdisciplinarité et « en » interdisciplinarité constitue une démarche bénéfique pour toute la communauté scientifique. Ainsi, la publication collective intitulée *Récits de recherche sur l'eau dans un monde interdisciplinaire*, codirigé par Anne-Laure Collard (INRAE), Jeanne Riaux (IRD) et Marcel Kuper (CIRAD), fournit une contribution à la réflexivité des recherches en hydrologie, agronomie, sociologie et anthropologie. Plus généralement, le propos interroge les conditions des croisements possibles entre disciplines sociales et disciplines biophysiques relatives à l'objet « eau et sociétés » à travers « la conception relationnelle des objets techniques » (p. 48) et à partir d'expériences de recherches majoritairement vécues en Afrique du Nord et Afrique subsaharienne²⁷. Soutenu par de grands organismes de recherche (IRD, CIRAD, INRAE), cet ouvrage repose sur les contributions de dix-sept

scientifiques, dont douze sont membres du laboratoire Gestion de l'eau, acteurs, usages (G-Eau) ; l'interconnaissance des deux coordinatrices et du coordinateur confère un fil directeur sous-jacent au propos et une homogénéité de ton aux introductions de parties. Encadré par une introduction générale et une conclusion concise, jalonné de quelques illustrations – schémas et photos – l'ouvrage est structuré en trois parties et onze chapitres équilibrés, lesquels proposent des références bibliographiques utiles pour guider vers des lectures d'approfondissement de l'état de l'art ou des méthodes, en français et en anglais.

Les parties s'organisent dans une logique heuristique selon le triptyque « négocier, déployer, composer » l'interdisciplinarité. Elles ne sont pas indépendantes, mais reliées les unes aux autres par plusieurs fils tirés tout au long de l'ouvrage, notamment celui de terrains récurrents mobilisés dans plusieurs chapitres à des titres divers.

Dans un premier temps, ce compte rendu souligne l'originalité et les apports de ce travail réflexif autour de la construction de l'interdisciplinarité, en particulier à l'aune de sa justification et de ses pratiques. L'originalité, tout d'abord : elle est visible très rapidement dans le parti pris de relecture distanciée d'expériences concrètes de travail en interdisciplinarité. D'où le choix du récit comme « écriture alternative qui prend au sérieux l'expérience personnelle constitutive de la production de connaissances » (introduction, p. 15). Ce parti pris s'accompagne consubstantiellement d'une démarche de déconstruction, en particulier de l'évidence de l'eau comme objet pluridisciplinaire. L'idée est d'ailleurs de s'intéresser à « des objets de l'eau » plutôt qu'à l'eau en général, ce qui est justifié dans l'introduction par l'objectif de « déconstruire des référentiels de pensée essentiellement techniques » chez les chercheurs (p. 14). Cette remise en question des vertus supposées de l'objet eau n'est pas si fréquente : l'interdisciplinarité de l'eau est souvent implicitement considérée comme un atout pour la réussite de l'inter ou de la transdisciplinarité. Il est plus habituel, en revanche, de s'appuyer sur un objet technique à forte dimension sociale tel que le puits ou le forage pour favoriser le « passage de frontières » entre les disciplines (chapitre 6 ; chapitre 10), comme le fait aussi la géographe Olivia Aubriot citée dans l'ouvrage. En effet, les usages de l'eau se placent à la croisée de l'évolution de la ressource et des logiques de modes de vie, des mesures hydrogéologiques et des savoirs locaux. En témoigne aussi le dispositif de science participative du « mésocosme », outil d'observation mis en place par des hydrologues pour impliquer habitantes et habitants dans la caractérisation des proliférations de cyanobactéries dans la lagune Aghien en Côte d'Ivoire (chapitre 5, p. 79).

Dans cet ouvrage, c'est là un de ses principaux apports, la transcription réflexive de l'interdisciplinarité au travail passe par l'analyse des pratiques disciplinaires,

²⁵ Hamant O., 2025. La robustesse, antidote au culte de la performance ?, conférence du 26 juin 2025 à l'IUT Bordeaux Montaigne.

²⁶ Hamant O., 2023. *Antidote au culte de la performance. La robustesse du vivant*, Paris, Gallimard.

²⁷ Deux exceptions : le chapitre 7 relatif aux dispositifs de collaboration et de mise en commun a un ancrage territorial en Europe, à savoir le bassin du Rhône. Dans le chapitre 2, l'étude de cas sur la réutilisation des eaux usées traitées est située à proximité de Montpellier.

non par un corpus ou des glossaires. Ces pratiques sont variables : certains s'accordent assez tôt dans leur activité collective sur une hypothèse ou un cadre conceptuel commun quand d'autres appréhendent le processus d'interdisciplinarité par une posture compréhensive initiale : « pas d'hypothèse ni de problématisation au départ, mais le bricolage chemin faisant d'un questionnement et de protocoles composites » (chapitre 8, p. 121). Dans la même optique, construire solidement l'interdisciplinarité nécessite de s'immerger dans « l'arrière-cuisine de la recherche », par exemple, pour mieux comprendre le « monde des hydrogéologues sahéliens » et ses relations étroites avec la sphère de l'expertise (chapitre 2, p. 43). L'explicitation et l'appropriation mutuelle de concepts restent très importantes pour entrer en dialogue interdisciplinaire entre sciences biophysiques (hydrologie/hydrogéologie), sciences sociales (sociologie/anthropologie) et sciences d'interface (agronomie/géomatique). Ainsi, le sens donné au constat gestionnaire d'une surexploitation de la nappe de la plaine de Kairouan n'a pu être dévoilé que par un cadre interprétatif faisant appel à l'hydrogéologie et aux sciences sociales (chapitre 10, p. 148). Finalement, pratiques et méthodes occupent une place médiatrice essentielle dans la construction interdisciplinaire, de même que la pluralisation des cadres interprétatifs.

Autre apport à signaler : la réflexion sur l'expérience interdisciplinaire est pensée en relation avec des démarches disciplinaires, et souvent en lien avec la (re)définition de l'identité disciplinaire des scientifiques embarqués dans l'aventure. Ce peut être des hydrogéologues « co-ethnographes de leur propre monde » (Yousoupha Tall, Jeanne Riaux et Valérie Plagnes, chapitre 2, p. 39) ou un modélisateur qui écrit grâce au regard d'une sociologue (Bruno Bonté, Anne-Laure Collard, chapitre 11). Autour de l'agronomie, de la télédétection et de la modélisation, plusieurs chapitres livrent des témoignages précis du façonnement de profils et d'identités scientifiques pluridisciplinaires (Marcel Kuper, chapitre 3 ; Patrice Garin, chapitre 8 ; Sylvain Massuel, chapitre 10). *In fine*, la variété des textes fait ressortir la nécessité, pour les chercheuses et les chercheurs, de se ranger, d'un point de vue institutionnel, dans des « cases », alors qu'ils, ou elles, peuvent incarner un profil inter ou pluridisciplinaire.

Dans un deuxième temps, ce compte rendu s'attache à présenter et à discuter trois enseignements tirés de cette lecture enrichissante pour une géographe et chercheuse en aménagement de l'espace – embarquée dans l'objet « eau et sociétés » depuis une quinzaine d'années. Le premier enseignement est la place fondamentale du terrain dans la genèse de la démarche interdisciplinaire. Une des principales hypothèses est d'ailleurs fondée sur ce recours au terrain, à savoir l'approche « par le bas » comme condition nécessaire d'une construction

scientifique interdisciplinaire ; cette dernière s'appuie sur la rencontre humaine et professionnelle autour des méthodes, des objets techniques et donc d'un terrain parcouru ensemble : « faire du terrain ensemble » (chapitre 1, p. 25), « attachement au terrain » (chapitre 6, p. 97), « l'ancrage terrain » (chapitre 10, p. 149). Quelles sont donc les qualités du terrain ? Pour les disciplines représentées dans l'ouvrage, le terrain est constitué de matériaux biophysiques, agronomiques et écologiques et de populations, d'acteurs, de pratiques, ce « système » étant situé dans un espace géographique et un contexte politique. En résumé, la pratique conjointe du terrain permet d'activer « la mise en relation située et incarnée » selon Isabelle Stengers citée page 8²⁸.

Deuxième enseignement, le travail d'articulation entre sphères disciplinaires et projets pluridisciplinaires est vécu comme un processus exigeant, à risque, dans tous les cas laborieux et long de plusieurs années, voire éprouvant (chapitre 4, p. 68 ; chapitre 11, p. 163). Il demande aussi d'accepter que les « communautés scientifiques », les codes et les manières de faire, les réseaux scientifiques des uns et des autres restent spécifiques (chapitre 1). L'avancée de l'interdisciplinarité procéderait alors par « tâtonnements » autant que par « frottements », par un « délicat travail de composition » plus que par « négociation ». Le terme de composition, que l'on retrouve dans les expressions « composition des savoirs », « composer avec »..., est intéressant à deux titres : il renvoie à l'adaptation mutuelle et peut évoquer une composition musicale, dans laquelle chacun (cuivres, cordes, percussions...) joue sa partition et occupe une place variable au fil du morceau. Et pourtant, la partie 1 s'intitule « Négociation » l'interdisciplinarité autour des objets de l'eau, tandis que le chapitre 9 montre que la « négociation » de la place des sciences humaines et sociales (SHS) aboutit à un « compromis ».

De fait, le troisième enseignement concerne le défi et les manières possibles d'imposer les SHS à leur juste place dans les programmes de recherche. Pour les coautrices et les coauteurs, il est pertinent que les SHS intègrent la construction d'un projet en amont et que la problématique les inclue pleinement afin d'éviter qu'elles soient cantonnées à un rôle de médiation, de dialogue social, de résolution de conflit ou de promotion de l'acceptabilité sociale de politiques publiques. Le chapitre 7 ainsi que les travaux doctoraux récents et en cours nous rassurent sur l'acculturation de jeunes chercheurs à l'intégration des SHS dans les dispositifs de recherche territorialisés (p. 106). Dans le chapitre 9, Jeanne Riaux retrace la mise en place d'un questionnaire intégrateur au sein d'un programme et montre

²⁸ Stengers I., 2018, *Another science is possible : a manifesto for slow Science*, Cambridge (UK)/Medford (USA), Polity Press.

comment l'axe transversal confié à l'équipe SHS permet de réaliser des « médiations sociohydrologiques » au sens plein, en coproduisant des contenus, en impliquant tous les axes dans une « chaîne de production et de partage des savoirs », cela sans bouleverser l'économie générale du programme (p. 132-134). Assurément, le travail entre disciplines de SHS ne suffit pas lorsqu'il s'agit de travailler en recherches pour la société, ce que corrobore l'analyse réalisée par d'autres chercheuses citées en conclusion du chapitre 5, à propos des protections de captages : « L'autorité des chercheurs [et chercheuses] en SHS » s'inscrit dans « l'interaction étroite avec les chercheurs [et chercheuses] en sciences biophysiques²⁹ ».

En somme, la lecture de l'ouvrage dans son ensemble permet de cheminer aux côtés de chercheuses et de chercheurs qui n'hésitent pas à livrer leurs doutes et leurs découvertes, et qui parviennent à donner, dans le cadre de récits à une ou plusieurs voix, une image humanisée, vivante et créative de la recherche scientifique. Car le défi est bien là aujourd'hui, dans le contexte d'une activité scientifique structurée par d'importants programmes finalisés et des attendus calibrés « par le haut » : il s'agit de dégager du temps pour mener des opérations de recherches « hors projet » qui défrichent, donnent du sens au métier et avancent en s'ajustant « par le bas ».

Emmanuelle Hellier

(Université Rennes 2, UMR ESO, Rennes, France)

emmanuelle.hellier@univ-rennes2.fr

Contradictions ordinaires.

Un regard décalé sur le climat et la société

Edwin Zaccai

Samsa, 2024, 128 p.

Changer de regard

« J'ai la conviction que nous avons besoin de cela. De parler autrement de la crise climatique. De dépasser les chiffres et les graphiques des rapports scientifiques [...]. Comprendre les résistances et les peurs. » (Arnaud Ruysen, préface de *Contradictions ordinaires*).

La plupart du temps, je cache mon inaction et mon impuissance derrière l'argument politique (auquel je crois par ailleurs) que nous ne résoudrons rien aux crises sociales et écologiques en culpabilisant ; ni en faisant porter la responsabilité du changement sur les épaules des individus. Et pourtant, la culpabilité n'est jamais très

loin lorsque mes propres comportements individuels contrastent avec la vision systémique et politique que je tente de défendre. Je fais partie de cette infime partie de la population, archiprivilegiée, suréduquée, surinformée, sensibilisée aux changements climatiques. Malgré ces privilèges, je peine moi aussi à « agir » et à savoir par où commencer.

Voici une contradiction ordinaire, telle que décrite par Edwin Zaccai (professeur émérite à l'Université libre de Bruxelles) dans son dernier ouvrage. Une contradiction ordinaire désigne un ensemble de sentiments de dissonance entre l'information et le comportement ; des sentiments qui émergent dans des situations journalières et mettent en lumière le décalage entre le quotidien, les structures qui le façonnent, et les idéaux politiques qui nous animent. L'ouvrage de E. Zaccai décrit merveilleusement bien ces situations et mérite largement d'être lu, en particulier parce qu'il participe à la nécessaire déconstruction du cartésianisme occidental et à la contestation épistémologique qui anime aujourd'hui de nombreux débats scientifiques sur les changements climatiques et environnementaux. Ce détour par l'intime et le quotidien est salutaire et invitera sans nul doute les lecteurs et les lectrices à poursuivre leurs réflexions en tentant d'articuler ces situations quotidiennes aux causes structurelles, systémiques et historiques des malaises qui nous traversent.

Le personnel pour trouver l'universel

Dans *Contradictions ordinaires*, E. Zaccai partage avec nous son voyage, avec sensibilité et sincérité, au cœur des événements journaliers qui éveillent chez lui un sentiment de dissonance pour parler « autrement » des sujets dont il a traité pendant sa carrière académique : les changements climatiques, les politiques environnementales et les inégalités sociales. Cette notion d'altérité – raconter d'une autre façon ce que les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) décrivent depuis longtemps – E. Zaccai la définit par contraste avec les représentations désincarnées et froides des changements climatiques pour espérer « toucher » les lectrices et les lecteurs précisément là où ses propres enseignements et recherches ont peut-être, il le reconnaît avec humilité, été insuffisants. À rebours des injonctions aux vérités « objectives », détachées du vécu, et prises de dehors, à coups d'images satellitaires et autres instruments de mesure, E. Zaccai raconte des histoires sur l'environnement depuis l'intérieur de sa pensée en partant des émotions qui le tiraillent en cette fin de carrière académique sur laquelle il jette, avec beaucoup de poésie, un regard réflexif, critique et bienveillant.

Son ouvrage est donc à la fois un aveu de nos propres échecs et limites, en tant qu'académiques, une remise en question d'un rapport au monde épuisé et d'un

²⁹ Voir Barataud F., Hellec F., Levain A., Petit S., 2018. « Quand les recherches en sciences sociales s'invitent dans la gestion de l'eau », *Natures Sciences Sociétés*, 26, 4, p. 404, <https://doi.org/10.1051/nss/2018054>.

imaginaire qui n'a pas réussi à affecter suffisamment pour mobiliser politiquement, et une invitation à poursuivre le cheminement. En réponse aux échecs politiques des dernières années, E. Zaccai tente de faire un pas de côté, ou plutôt de « descendre » des généralités pour se « rapprocher » et regarder de plus près ; partir du personnel pour espérer, écrit-il, toucher à plus universel. Plutôt que de noyer le texte dans un flot de références, de citations académiques et de concepts impénétrables, l'auteur nous invite à nous promener au gré de ses tribulations ; de ses hésitations, ses rencontres, ses questionnements et ses conversations sur les changements climatiques et ses conséquences ; avec telle ou tel autre collègue, avec des amis, ou simplement en résonance avec lui-même en donnant voix aux multiples voix qui ne cessent d'entrer en contradiction. L'auteur poursuit cet objectif en mêlant anecdotes du quotidien – des randonnées en famille, des vacances, des moments de solitude où se mélangent pensées furtives et élaborées. Le tout sans structure, sans systématisme, en chapitres courts, percutants, avec rythme et spontanéité. Les lectrices et les lecteurs sont plongés dans les méandres décousus de sa pensée ; une pensée qui vagabonde, qui part et qui revient ; qui mélange objets, odeurs, situations, souvenirs, rêveries, et doutes permanents. Les histoires que E. Zaccai raconte « ont à voir avec les déconnexions, les opacités, le manque de raccord entre les êtres et les idées, les choses et les principes, qui me sautent aux yeux sans crier gare » (p. 90).

Des confidences : impuissance, conférences et culpabilité

Le chemin que ces contradictions ordinaires nous font emprunter couvre une série de thèmes qui se répètent à travers l'ouvrage : l'impuissance ressentie face à l'ampleur du désastre écologique et l'inaction politique, mais aussi l'espoir dans l'action collective, la culpabilité voire la honte face à sa propre position sociale dominante, les inégalités sociales, la tension entre changements de comportement individuels et transformations systémiques, mais aussi quelques sujets transversaux tels que l'agentivité des réseaux sociaux et des acteurs du capitalisme numérique dans le cadrage des problèmes environnementaux, la diffusion des idées climatosceptiques, et l'isolement que provoquent les écrans, décrits par l'auteur comme « dévorants ».

Parmi les situations qui semblent générer chez l'auteur des contradictions ordinaires, les conférences académiques figurent en pole position. Il raconte qu'une telle conférence avait pour thème de « Décarboner sans attendre. Pourtant les orateurs montraient au contraire par leurs propos que l'on continue à attendre [...].

Personne ne dit plus qu'on va y arriver comme c'était parfois le cas il y a quelques années [...] ». Il avoue également qu'« après une autre conférence, je me dis que réalistement, ce qui va surtout se passer n'est pas ce que je décris comme souhaitable dans mes graphiques, accompagnés de mes listes de solutions. Il ne va pas être possible d'accélérer à ce point les réductions de gaz à effet de serre » (p. 38). Ailleurs, E. Zaccai partage avec nous, *via* un détour en chanson, son sentiment d'échec face à ces conférences.

« *Feel like going home*, cette chanson des Notting Hillbillies raconte avec conviction l'échec complet d'un homme parti vers d'autres cieux, mais qui n'a rien pu obtenir de ce qu'il visait. Il reconnaît sa faillite sans échappatoire : *I tried, I failed and I'm tired and weary*. Entièrement défaitiste, cette chanson est néanmoins belle. Il n'est pas mauvais de s'y abandonner brièvement. Loin de l'idée de son compositeur, la chanson s'applique aussi à notre immense échec par rapport à l'environnement et au climat. Je fais partie des gens qui ont lutté pour cela durant des décennies. C'est un échec » (p. 44).

Autre thème récurrent qui émerge à la lecture de ces contradictions : la tension entre changements de comportements individuels et transformations systémiques, qui recouvre également la dialectique entre sentiment d'impuissance et action collective décrite par l'auteur. Durant une autre (encore une) conférence, E. Zaccai explique que certains auditeurs sont étonnés de sa critique des petits gestes individuels qu'il qualifie de « peu opérants pour un changement global ». Il dit également à cet égard que « les gens à qui j'ai parlé ces derniers temps n'ont, pas plus que moi, de réponse cohérente aux questions qui me travaillent sur l'attitude à avoir face aux périls climatiques, et c'est bien normal. Mais si personne n'a de solution à la hauteur, chacun a son petit bout de réponse, partielle, fragile. "*Still a man hears what he wants to hear and disregards the rest*" chantaient Simon et Garfunkel dans "The Boxer" dans les années 1970. Cette phrase m'a souvent hanté [...] » (p. 24).

Dans ce flot d'anecdotes, l'auteur revient également sur certains épisodes de mobilisation des dernières années, en particulier les marches des jeunes pour le climat. Il raconte que lors d'une discussion avec une amie, elle lui confiait que « les militants sont perdus. On pensait pouvoir changer les choses. C'est impossible. Je me replie sur ma vie et mon cercle proche. Les jeunes sont désorientés, ils ont peur. Je ne sais pas pourquoi, je ne me sens pas désespéré, moi *boomer* sur le retour. » (p. 29). Sinon le désespoir, E. Zaccai exprime sa tristesse à la vue des jeunes qui marchent dans la rue pour le climat. Il dit que ce qui lui apparaissait en regardant le jubilant cortège, c'était plutôt l'insuffisance profonde de ce qui allait être fait : « J'étais triste de leur déception à

venir» (p. 21). Ailleurs, l'auteur relate cet échange avec un ami qui lui dit qu'une «culpabilité accusatrice n'est pas le meilleur remède pour nous libérer d'une certaine paralysie à mettre en place des améliorations collectives» (p. 87). Ces épisodes de tristesse sont néanmoins régulièrement entrecoupés d'histoires joyeuses, d'émerveillement face à l'explosion de la biodiversité au printemps, de bonheurs trouvés dans les petits moments du quotidien. L'ouvrage est donc ponctué également de plaisirs, de joies, de rêves – en pleine nature et ou dans des moments de solitude – qui contrastent régulièrement avec la gravité des sujets traités.

Enfin, un troisième thème saillant de l'ouvrage est celui des inégalités. Les contradictions ordinaires de E. Zaccai nous invitent à observer, dans des situations quotidiennes, la manière dont celles-ci reflètent les inégalités structurelles de nos sociétés. Dans une partie d'inspiration bourdieusienne que l'auteur titre «La distinction et nous», E. Zaccai raconte son sentiment de malaise face aux comportements qu'il qualifie de surenchère bourgeoise : «J'écoutais l'autre jour B., un collègue dont j'apprécie les idées et les recherches, parler en privé de la belle maison qu'il avait acquise en Italie. Elle avait pris récemment, disait-il, de la valeur, grâce à la rénovation réalisée [...]. Je ressentis une fois de plus l'omniprésence des valeurs bourgeoises, tellement ancrées dans nos esprits. Et au moment où je prenais distance intérieurement, je pensais que le matin même j'avais cru utile de mentionner à quelqu'un la taille de mon nouveau living» (p. 70).

Ailleurs, l'auteur décrit qu'«en parcourant le Brabant Wallon [...], même si je ne veux pas croire ce que je vois, c'est le mode de vie américain qui s'étale ici, comme lors de la conception de cet urbanisme : les quatre façades, de préférence imposantes, plusieurs voitures, de préférence puissantes» (p. 33). L'auteur ne se contente pas de regarder les inégalités environnantes, il décrit aussi celles qui sous-tendent sa propre position de pouvoir. Dans un élan de réflexivité sincère, l'auteur évoque ses sentiments contradictoires liés à sa position sociale et les idéaux qu'il défend : «Il existe une difficulté inhérente à parler de justice en se sentant privilégié. Si l'on devait rendre le monde plus juste, je perdrais certains de mes privilèges [...]. Je ressens périodiquement une grande contradiction entre mes idées de justice d'une part et d'autre part ma paresse, mon égoïsme, ma recherche de protection personnelle, les avantages que je crains de perdre [...]» (p. 63).

Partir des contradictions ordinaires pour parler de domination ?

L'intention générale de l'ouvrage est indéniablement à saluer : partir de l'intime pour politiser le changement climatique et l'environnement. Resituer et réancrer les problématiques environnementales dans

des expériences vécues pour en dégager des imaginaires plus touchants, au sens d'«impactant». Ce texte attirera et ravira donc une grande audience de lecteurs et de lectrices intéressés par ces sujets et lassés de textes à prétention «objective». Par ailleurs, sur la forme, cette recension ne saurait être à la hauteur de la poésie qui émane du texte. Loin du style aride et prétendument «neutre» des articles et ouvrages scientifiques classiques, E. Zaccai transporte les lecteurs et les lectrices au gré de ses souvenirs, de ses impressions, de ses rêves ; à travers les paysages de campagne de Thiérache, ses balades urbaines, ses moments passés chez lui en toute tranquillité, décrits avec tendresse et observations minutieuses. Le texte est rythmé, mais calme, à la fois touchant, émouvant et enthousiasmant par le geste qu'il incarne.

Cet ouvrage s'inscrit donc dans la lignée d'une tradition de pensée critique et pluridisciplinaire qui conteste l'hégémonie des savoirs désincarnés occidentaux et qui tente de revaloriser des savoirs plus sensibles et affectifs jugés subordonnés à la rationalité cartésienne. Dès lors, on peut peut-être regretter que, parmi les multiples citations, anecdotes et situations relatées par E. Zaccai, aucune ne renvoie à cet héritage épistémologique qui vise, depuis longtemps déjà, à faire ce travail : légitimer des savoirs négligés, intimes, subjectifs et *a fortiori* ceux des dominés dont l'auteur se préoccupe pourtant clairement. Je pense ici plus précisément aux traditions féministes et écoféministes qui ont largement contribué à la politisation du quotidien sous le fameux «*the personal is political*». Trouver dans l'intime les illustrations de dynamiques politiques plus larges, politiser le quotidien, regarder l'environnement depuis le «dedans», plutôt que depuis le dehors, voilà précisément la tâche que se sont donnée des autrices féministes³⁰ ; partir des émotions et des affects pour mieux saisir et comprendre le déni climatique et la dépendance aux structures capitalistes fossiles, voici aussi le cœur des recherches menées par des écoféministes contemporaines³¹. De la même manière, si l'ambition du livre est effectivement de «changer de

³⁰ Haraway D., 2013. Situated knowledges: the science question in feminism and the privilege of partial perspective, *Feminist Studies*, 14, 3, 455-472 ; Bennett J., 2010. *Vibrant matter: a political ecology of things*, Durham, Duke University Press ; Puig de la Bellacasa M., 2017. *Matters of care: speculative ethics in more than human worlds*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

³¹ Verlie B., 2022. *Learning to live with climate change: from anxiety to transformation*, London/New York, Routledge ; Ray S.J., 2021. Who feels climate anxiety, *The Cairo Review of Global Affairs*, 43, www.thecairoreview.com/essays/who-feels-climate-anxiety/ ; Berlant L.G., 2011. *Cruel optimism*, Durham, Duke University Press ; Daggett C.N., 2023. *Pétromasculinité. Du mythe fossile aux systèmes énergétiques féministes*, Marseille, Wildproject.

regard», on peut également être surpris de l'absence d'histoires, d'anecdotes ou de situations qui devraient amener à mentionner, au moins, l'héritage des pensées décoloniales³² sur l'environnement. Des traditions de pensées qui visent précisément à stimuler l'adoption d'autres regards, de contre-discours, depuis d'autres positions, d'autres vécus et expériences, hors des épistémês dominantes occidentales, et qui articulent vécus et affects avec des dynamiques structurelles de domination afin de remonter aux origines du malaise et des contradictions ordinaires.

Pour le dire autrement: si les contradictions ordinaires et les anecdotes racontées par E. Zaccai sont très intéressantes et rempliront indéniablement l'objectif de «toucher» un public plus large et hétérogène que celui des articles scientifiques classiques, lectrices et lecteurs pourraient également rester sur leur faim face à l'absence d'articulation entre ces situations quotidiennes et les causes, structurelles et historiques, du malaise dont

l'auteur fait état. Pour autant, cette relative limite ne devrait pas être perçue comme une réelle faiblesse de l'ouvrage mais plutôt comme un signe de la stimulation intellectuelle et des interrogations qu'il permet justement d'aborder. Lire les contradictoires ordinaires de E. Zaccai, et je le recommande sincèrement, suscitera donc certainement de nombreuses discussions critiques et l'envie d'approfondir ce que ces situations quotidiennes racontent politiquement, au-delà de nos vécus individuels. Enfin, pour conclure, cet ouvrage contribue de manière nécessaire et urgente à une certaine dépolitisation des enjeux environnementaux liée à leur confinement aux savoirs positivistes désincarnés: oser l'approche sensible et intime est un geste éminemment politique qu'on ne peut que saluer.

Louise Knops

*(Université libre de Bruxelles, IGEAT, Bruxelles,
Belgique)*

louise.knops@ulb.be

³² Par exemple celles de Arturo Escobar, Malcom Ferdinand ou de Sophie Chao.